

# Les manifs étouffées, l'heure des armes est-elle arrivée ?

**Burundi** Attaques à la grenade; rumeur d'entraînements : va-t-on vers une explosion ?

**O**nze policiers burundais ont été blessés, dans la nuit de vendredi à samedi, par des attaques à la grenade non revendiquées. La police accuse "les manifestants" – entendre les opposants à un troisième mandat du président sortant, Pierre Nkurunziza – tandis que dans les quartiers où les explosions ont été entendues, certains mettent en cause les forces de l'ordre, accusées de "chercher à terroriser la population", rapporte l'AFP.

Le 11 juin, le gouvernement burundais annonçait "terminée" la contestation, après six semaines de protestations quasi-quotidiennes contre le troisième mandat, réprimées à balles réelles et qui ont fait 70 morts, selon une ONG burundaise, l'APRODH, présidée par Pierre-Claver Mbonimpa.

Et alors que l'Onu a dénoncé à plusieurs reprises les exactions commises par la milice du parti au pouvoir, les Imbonerakure, qui pourraient entraîner le Burundi dans la guerre civile, le parti présidentiel burundais, a, selon RFI, évoqué vendredi dernier l'existence, au Rwanda, de camps d'entraînement de rebelles burundais.

Vrai ou faux ? L'actualité burundaise a été émaillée, ces deux dernières années, de scandales liés à l'entraînement au Congo de la milice présidentielle Imbonerakure – que Bujumbura a toujours nié – notamment avec la milice qui fut le fer de lance du génocide au Rwanda en 1994, les Interahamwes.

Mais le Rwanda accueille 35 000 des quelque 100 000 Burundais qui ont fui, dans les pays voisins, les exactions des Imbonerakure envers les opposants et ceux qui sont jugés tièdes envers le président sortant.

Les relations entre Kigali et Bujumbura, longtemps bonnes, se sont tendues depuis l'exode provoqué par l'obstination de M. Nkurunziza à rester au pouvoir. Non parce que M. Nkurunziza ne respecte pas l'alternance – on prête les mêmes intentions au président rwandais, Paul Kagame, pour 2017 – mais parce que le chef d'Etat burundais est incapable de maîtriser la situation qu'il a provoquée.

## Un nouveau médiateur

Samedi a été annoncée la nomination d'un nouveau médiateur entre parties burundaises, après que Sait Djinnit eut renoncé, les opposants lui reprochant d'être trop complaisant avec le refus du régime de discuter de la candidature présidentielle. Son remplaçant est le Sénégalais Abdoulaye Bathily, 68 ans, représentant du Secrétaire général de l'Onu en Afrique centrale.

Dès 2011, M. Bathily avait mis Blaise Compaoré, le président du Burkina Faso, en garde contre sa volonté de changer la Constitution pour briguer un nouveau mandat; il ne l'avait pas

écouté et avait été renversé le 31 octobre 2014. "L'aspiration à l'alternance est une donnée qui ne doit pas être négligée", disait M. Bathily en décembre 2014 à Jeune Afrique.

MFC